

Potentiels et limites de l'organisation des femmes dans l'économie solidaire au Brésil

Beatriz Schwenck¹

Mots-clefs: économie solidaire, féminisme, Brésil, autonomie

Cette présentation s'inscrit dans le cadre d'une recherche doctorale en sociologie menée entre le Brésil et la France. Son objectif est de contribuer par des réflexions sur les stratégies collectives des femmes brésiliennes construites dans la recherche d'autonomie, notamment dans le domaine de l'économie solidaire à son intersection avec le débat féministe. Il fait partie d'une recherche-action conduite depuis 2018 avec l'AMESOL, Association des Femmes de l'Economie Solidaire de São Paulo.

La méthodologie de recherche-action considère la recherche comme faisant partie de l'action, dans ce cas visant à renforcer l'autonomie des femmes dans le contexte de la construction d'une économie solidaire féministe, et a été influencée par les méthodologies de réflexion et d'action féministes (MIES, 1998). Dans cette perspective, 15 entretiens ont été réalisés dans les initiatives économiques d'AMESOL au cours de l'année 2018. Les entretiens ont permis de comprendre le fonctionnement de ces initiatives et les trajectoires professionnelles, familiales et politiques des femmes membres de l'association. Depuis 2020, l'observation participante dans les assemblées générales, les groupes de travail et dans le groupe de whatsapp de l'association a permis de comprendre la dynamique du fonctionnement collectif et les défis de l'exercice de l'autogestion parmi ses membres. Entre avril 2020 et juillet 2021, de brefs entretiens ont été menés avec 35 femmes de l'association par whatsapp, dans le but de suivre la situation des femmes et de leurs productions tout au long de la pandémie. Entre juin et juillet 2021, 6 entretiens approfondis ont été menés via appel vidéo avec des membres d'AMESOL et avec une membre de l'ONG SOF-Sempreviva Organização Feminista, dans le

¹Doctorante en sociologie à l'Université de Paris, sous la direction d'Isabelle Hillenkamp, en régime de cotutelle avec l'Université de Campinas (Brésil) sous la direction de Bárbara Geraldo de Castro. Boursier de recherche ARTS pour l'IRD France. Contact : bia.schwenck@gmail.com.

but d'enquêter sur leur vision de l'autonomie et la relation avec la participation à des espaces féministes d'économie solidaire.

La construction de cette recherche-action et les pistes de réflexion présentées ici s'appuient sur l'épistémologie des absences et l'épistémologie des émergences (SOUSA SANTOS, 2002), à partir desquelles nous cherchons à donner visibilité à des pratiques historiquement rendues invisibles par la logique dominante (qu'il s'agisse du travail solidaire productif ou du travail domestique et de soin réalisé par les femmes), en cherchant en elles les potentialités et les obstacles à la construction d'une économie solidaire et féministe et d'autonomie des femmes.

Cet exposé abordera brièvement le contexte de l'organisation des femmes dans le domaine de l'économie solidaire au Brésil, à partir du cas d'AMESOL. Il présentera les caractéristiques des initiatives économiques des femmes et leur relation avec la catégorie d'«entreprise économique solidaire» adoptée par le mouvement de l'économie solidaire au Brésil. Ensuite, nous aborderons les questions liées aux récentes transformations de l'État brésilien et les impacts sur les travailleurs et travailleuses de l'économie solidaire. Enfin, un extrait présente les réflexions apportées par le contexte de la pandémie, à partir des réponses mises en place par les femmes organisées. Il est argumenté que les réseaux de solidarité des femmes comme celui-ci rendent possible la participation et la dispute des femmes pour l'espace public et privé, à partir de la renégociation des relations économiques et de genre. On espère également réfléchir aux limites de ces organisations, notamment dans leur relation avec l'État et la possibilité pour l'économie solidaire de garantir des conditions matérielles minimales à leurs travailleuses.

La participation des femmes dans l'économie solidaire au Brésil : le cas d'AMESOL

L'organisation de femmes dans le domaine de l'économie solidaire

AMESOL- Association des femmes de l'économie solidaire de l'État de São Paulo, Brésil, active depuis 2013, réunit aujourd'hui une cinquantaine de travailleuses (cuisinières, couturières, artisanes, agricultrices urbaines), militantes et activistes liées à la discussion de l'économie solidaire et du féminisme, qui habitent les banlieues de la Région Métropolitaine de São Paulo.

L'histoire d'AMESOL trouve son origine dans le Groupe de Travail des femmes du Forum de l'économie solidaire de l'État de São Paulo, un groupe qui a commencé à se réunir en 2007/2008 et qui a ressenti le besoin d'avoir un *instrument d'organisation* pour les femmes de l'économie solidaire. Ils étaient en quête de « liberté, d'autogestion de leur propre entreprise, de savoir mettre un prix juste, de savoir survivre avec de l'argent ». Malgré la perception que les femmes sont majoritaires dans les initiatives de production et de commercialisation solidaires, dans les réunions, rencontres, assemblées et conférences de l'économie solidaire, elles ont vu « beaucoup d'hommes et seulement une pincée de femmes », elles n'avaient pas de reconnaissance et pas de visibilité².

AMESOL a été créé avec le soutien d'organisations de soutien d'économie solidaire, d'incubateurs universitaires, de représentants de partis politiques, de représentants gouvernementaux, d'organisations non gouvernementales et d'autres mouvements sociaux. Il est important de souligner le rôle des politiques publiques dans la mise en place des conditions qui ont rendu possible la création d'AMESOL : elles ont fourni des fonds qui ont permis de rémunérer les agents de coordination et les agents de développement, ainsi que des ressources garanties pour organiser des événements, des réunions, des activités de formation et des espaces de commercialisation tels que des marchés d'artisanat. Il s'agit de dimensions intrinsèques du domaine de l'économie solidaire au Brésil, qui s'est historiquement organisé dans une relation unique entre les travailleurs, les organisations de soutien et de développement, et les fonctionnaires. (réf)

AMESOL est « animée » par SOF-Sempreviva Organização Feminista, une organisation de la société civile (OSC) féministe basée à São Paulo, Brésil qui a contribué à sa création et accompagne les activités de l'association depuis lors. L'équipe du SOF travaille à l'organisation financière et logistique d'AMESOL ; contribue à la formation continue des associés sur des thèmes liés à la qualification de la production, à l'économie solidaire et au féminisme ; organise des espaces de commercialisation ; et joue le rôle de pont entre les membres d'AMESOL et le mouvement féministe, notamment la Marche Mondiale des Femmes, dont le SOF coordonne le secrétariat national.

Caractéristiques des initiatives économique solidaires des femmes

² Les déclarations entre guillemets font référence aux entretiens que j'ai menés avec des membres d'AMESOL en 2018.

En pratique, AMESOL est aujourd'hui un réseau d'initiatives économiques solidaires des femmes. Leur initiatives économiques se caractérisent par des produits riches de sens, qui révèlent les expériences de vie et les visions du monde de leurs productrices. Il s'agit de produits fabriqués à partir de matières premières récupérées et recyclées, de produits destinés à prendre soin des personnes et de la nature, qui récupèrent les connaissances ancestrales et traditionnelles, la culture noire et la culture de la périphérie. Les produits d'AMESOL reflètent les trajectoires des femmes, où se mêlent opportunités de formation, expériences professionnelles, connaissances familiales, rencontres et inspirations. La plupart des activités productives sont concentrées dans des secteurs considérés comme féminins, tels que l'alimentation et l'artisanat.

La plupart des initiatives économiques liées à AMESOL sont des productions individuelles ou familiales, situées dans la maison (une chambre qui devient un atelier, le salon, le balcon, le garage, etc.) Avant la pandémie, les quelques initiatives de production collective (environ 3 sur 30) garantissaient un espace de production à l'extérieur de leur domicile. Pendant la pandémie, ils ont tous commencé à produire à partir de leurs maisons.

D'une part, certaines femmes AMESOL disent apprécier la possibilité de combiner un travail productif avec le travail domestique et de soins dans le même environnement. Cela leur permet de se rapprocher de leur famille, de leurs enfants, des personnes âgées ou dépendantes qui ont besoin de soins, et donne un sens à leur participation à l'économie solidaire :

« [Travailler dans l'économie solidaire] est très différent, car c'est la liberté, l'autonomie. Vous le faites de la meilleure façon, de la façon dont vous pouvez vous occuper de votre entreprise, de la façon dont vous ne vous éloignez pas de votre famille, de la façon dont vous pouvez tout laisser ensemble dans votre vie. C'est une autre façon de voir le travail. C'est une façon plus agréable, parce que ça ne vous enlève rien. Cela ne fait que rajouter. » (artisan, membre d'AMESOL en entretien, 2018).

D'autre part, cette dimension contribue aussi énormément à la surcharge de travail. Il y a une difficulté à reconnaître et à valoriser le travail artisanal auprès des maris et des membres de la famille, et même un manque d'autonomie concernant l'utilisation du temps, ce qui compromet le temps que les femmes peuvent consacrer aux loisirs, à l'oisiveté et aux soins personnels.

« Quand tu es à l'extérieur [de la maison], tu as plus de respect (...) Avant, je venais ici [à la maison], il [le mari] m'aidait à faire le ménage. Maintenant, je suis à l'intérieur de la maison, j'ai l'impression de ne pas travailler, il vient et me dit : 'Hé, tu n'as pas fait la vaisselle ?' Il ne pense pas que j'étais plein de travail (...) Ma mère est tombée malade cette semaine, mes sœurs sont enseignantes, elles travaillent à la

mairie, mes sœurs m'ont dit : 'Tu dois venir et rester avec ta mère'. Pourquoi ? Parce que je ne travaille pas ! » (couturière, membre d'AMESOL en entretien, 2018).

Le débat sur la division sexuelle du travail (HIRATA et KERGOAT, 2007) est mené au sein d'AMESOL, notamment par l'équipe SOF et par des femmes qui font partie du mouvement féministe et de la construction de l'économie féministe. La possibilité de politiser cette question et d'autres questions dans la vie quotidienne des femmes travailleuses est ce qui semble distinguer AMESOL des autres groupes et collectifs de l'économie solidaire mixte. À travers des discussions collectives, qui sont menées par les femmes dans des réunions, des activités de formation, des marchés et dans des chats informels, les femmes disent « se reconnaître dans la structure » et les relations d'inégalité et d'oppression et « rassembler des arguments », tels que pour renégocier les relations de genre au sein de la famille dans le sens d'une participation de tous au travail domestique :

« J'ai appris à connaître le féminisme grâce à AMESOL. (...) Avec le temps, mon mari a commencé à faire des choses à la maison aussi. Je rentre à la maison et la maison est propre, elle sent bon, il prépare le dîner, il s'inquiète de ma boîte à lunch. Une véritable révolution à cet égard. Bien sûr, c'était avec beaucoup de militantisme à la maison aussi, jusqu'à ce que cela devienne une routine par ici. Je sais que c'est l'obligation de chacun à la maison, mais ça n'a jamais été ma réalité ici. Je pense que c'est parce qu'il m'a vue parler de l'économie féministe dans les *lives*, il m'a vue être invitée à participer à de nombreux événements, et chaque fois que j'étais là, j'en parlais. Sur la surcharge de travail, sur le travail reproductif, sur l'économie féministe. » (artisan, membre d'AMESOL, entretien réalisé via whatsapp, 2021)

« Entreprises économiques solidaires »

Au Brésil, l'une des grandes campagnes du mouvement de l'économie solidaire est la consolidation des « entreprises de l'économie solidaire » (EES) en tant que stature juridique, qui ont une organisation associative et autogestionnaire différente des entreprises conventionnelles, et qui se distancient aussi du discours de l'entrepreneuriat individuel. Selon l'accumulation de discussions et de documents produits lors du mouvement d'économie solidaire, la typification d'une EES a pour but d'assurer la reconnaissance des travailleurs associés en tant que sujet social et politique. Cette discussion avance également dans le sens de la revendication de la transformation des EES en une nouvelle catégorie au sein du système de sécurité sociale brésilien, une forme qui permettrait de garantir des droits sociaux,

au Brésil historiquement liés au travail et qui, par conséquent, ne sont pas garantis pour les travailleurs et travailleuses du champ de l'économie solidaire.

Avec la structuration des politiques publiques, des projets et des contrats orientés vers le domaine de l'économie solidaire depuis les années 2000, la figure de l'EES est désormais indiquée comme le « public bénéficiaire ». En ce sens, une entreprise de l'économie solidaire est définie comme une "organisation collective permanente, autogérée et super-familiale qui réalise des activités économiques de production de biens, de prestation de services, de fonds de crédit, de commercialisation et de consommation solidaire". (SENAES, 2012).

Peu d'initiatives économiques associées à AMESOL correspondent à ce modèle d'organisation collective et supra-familiale, étant donné les conditions dans lesquelles les femmes occupent dans une organisation sociale qui les rend responsables du travail domestique et des soins. Il en résulte un manque de données sur la situation des femmes dans l'économie solidaire, en plus de leur vulnérabilité et de leur difficulté d'accès aux politiques publiques de soutien et de renforcement. Les femmes d'AMESOL font également mention d'un sentiment d'illégitimité, car elles ne se sentent pas couvertes par les principes qui devraient régir les EES, malgré le fait qu'elles les identifient ces principes dans leurs pratiques.

En raison de la pandémie de COVID-19, le gouvernement fédéral brésilien a lancé une nouvelle forme d'aide d'urgence, destinée aux travailleurs informels et autonomes. Toute la médiation de l'aide d'urgence était dirigée par une application de téléphonie mobile et un centre d'appel, une stratégie qui s'avait révélée incompatible avec la possibilité d'accès pour les couches les plus vulnérables de la population brésilienne. Les femmes d'AMESOL ont eu des difficultés à demander l'aide, et certaines n'ont pas été envisagées. Les principales difficultés signalées sont les suivantes : difficulté d'accès à l'internet (absence de forfait ou de signal), absence d'équipement adéquat, difficulté à prouver les données demandées, absence d'un canal direct pour les demandes et les requêtes qui ne soit pas informatisé, difficulté à retirer l'argent (par l'application et en personne pendant le confinement). En raison de ce manque de reconnaissance juridique de l'économie solidaire, les travailleurs et travailleuses associés n'ont pas été reconnus comme un public bénéficiaire de cette aide. Les femmes d'AMESOL ont emprunté différents chemins pour demander de l'aide, se déclarant chômeuses, autonomes ou travailleuses informelles.

Ce regard pose également la question de la conjoncture politique, sociale et économique au Brésil. La flexibilisation et la précarisation du travail et des relations de travail pendant ces dernières années, le durcissement des possibilités d'accès au système de sécurité sociale, la montée d'un conservatisme moral qui accentue les formes de domination et les inégalités sont les caractéristiques des conditions de vie de plus en plus dures des femmes, des travailleuses, des femmes noires, des femmes périphériques. En effet, on constate que, comme dans d'autres sphères du monde du travail, dans l'économie solidaire, les femmes brésiliennes sont encore confrontées à l'invisibilité et à la dévalorisation du travail, se concentrant sur des initiatives économiques plus fragiles et vulnérables qui, souvent, ne parviennent pas à accéder aux politiques publiques destinées au domaine de l'économie solidaire.

Nouvelles perspectives sur la solidarité et l'économie

Quel effet cela a-t-il sur la vie des femmes qui construisent l'économie solidaire ? Comment, dans ce contexte, les relations de solidarité se forment-elles entre elles ? Dans le cas d'AMESOL, l'identification des pratiques de solidarité forgées entre les femmes implique d'ajuster notre regard à la vie dans une grande ville, aux exigences domestiques et familiales et aux nombreuses autres responsabilités dont elles ont historiquement en charge. Il est nécessaire d'examiner les pratiques de solidarité des femmes productrices non seulement à partir de la dimension mercantile, mais en les étendant aux dimensions non mercantiles, sociales et politiques (POLANYI). De cette façon, nous pouvons comprendre comment même les entreprises de production individuelles sont imprégnées de pratiques de solidarité et de collectivité dans tous les processus d'obtention des matières premières, de commercialisation, de partage des restes, d'activités de formation et d'engagement politique.

L'expérience d'AMESOL montre comment la réalité des femmes est imprégnée de relations d'aide et de soins mutuelle qui font partie des attributions sociales assignées au genre féminin, dans le cadre du travail non rémunéré de reproduction de la vie, également basé sur la construction de liens sociaux. Ces relations de solidarité fondées sur l'engagement familial, communautaire et/ou politique sont indispensables à l'entrée et au maintien des femmes dans les initiatives solidaires et dans les espaces d'engagement sociopolitique (SCHWENCK).

De la même manière qu'une partie de l'économie est invisible au paradigme capitaliste, une partie des relations de solidarité reste dans l'ombre de la sphère privée, ce qui les exclut non seulement de la politique mais aussi du débat public.

Démocratiser ces relations nécessite de s'appuyer sur des catégories de compréhension du débat public et politique qui vont au-delà de la politique établie, pour diriger notre regard sur les processus, presque toujours timides et souvent ambivalents, d'émergence de nouveaux sujets politiques subalternes. (HILLENKAMP, 2019 : p.14)

La construction de relations de solidarité est confrontée à des défis quotidiens, certains dus aux grandes distances dans la Région Métropolitaine de São Paulo, d'autres à la position de genre qu'elles occupent, que ce soit en raison de la responsabilité de la reproduction sociale en général (par exemple, s'occuper de la maison, des enfants, des personnes âgées et des malades) ou en raison des relations de pouvoir entre les hommes et les femmes forgées au sein d'une société capitaliste patriarcale. Il est nécessaire d'examiner attentivement les pratiques construites par les femmes dans ces contextes, en élargissant notre regard aux couches invisibles de la solidarité, éléments permettant de faire avancer le débat sur l'économie solidaire au Brésil et sa relation avec la reproduction sociale.

Genauto de Carvalho França Filho (2002), dans le domaine de l'économie solidaire, identifie une série de comportements qui ne sont pas motivés par l'accumulation du capital, proposant une analyse qui articule différentes logiques et rationalités, combinant des comportements mercantiles, non mercantiles et non monétaires. Ces principes économiques hybrides sont identifiés dans les relations de solidarité, à partir desquelles nous pouvons penser à de nouvelles formes de sociabilité.

Cette clé d'analyse offre des éléments qui nous permettent d'élargir notre vision de l'économie et du comportement économique. À la lumière des écrits de Karl Polanyi (1944), nous sommes encouragés à changer la vision qui limite l'économie aux marchés - et au comportement mercantile - pour une vision holistique et substantielle de l'économie, qui considère également la réciprocité, la redistribution et l'autosuffisance comme des principes de comportement économique.

Il existe d'autres auteurs qui, à partir de l'économie solidaire, proposent une approche plurielle de l'économie. L'économiste argentin Jose Luis Coraggio (2009), lorsqu'il pense en termes d'« économie du travail », incorpore les principes présentés par Polanyi dans une vision de l'économie dans laquelle prévaut « la qualité de la vie, la réalisation effective du potentiel des personnes interconnectées par des relations de solidarité » (CORAGGIO, 2009 : p. 122). Jean Louis-Laville (2009) intègre également la vision substantielle de Polanyi et

Marcel Mauss pour penser une économie plurielle, et souligne l'importance des expériences d'économie solidaire pour un projet de démocratisation de l'économie et de la société.

L'économie solidaire face aux transformations de l'État brésilien

Le fin des politiques publiques et défis pour les travailleurs et les travailleuses organisés

Comme nous l'avons déjà mentionné, le mouvement de l'économie solidaire au Brésil est formé par une articulation intrinsèque entre les travailleurs.ses, les entités de soutien, et les fonctionnaires. Cela peut être l'une des explications, par exemple, du fait que la plupart des initiatives économiques solidaires ont été formées après la création d'un Secrétariat national de l'économie solidaire au sein du gouvernement fédéral (SENAES, 2012), qui a dirigé les ressources publiques vers des programmes et des projets visant à renforcer et à encourager l'organisation des groupes de travailleurs.ses.

Une très brève reconstitution des politiques d'économie solidaire au Brésil : initiatives pionnières d'institutionnalisation au niveau municipal dans les années 1990 ; en 2003, création du Secrétariat National au sein du Ministère du Travail et de l'Emploi. En 2011, l'économie solidaire est adoptée comme stratégie de lutte contre la pauvreté dans le cadre du plan "Brésil sans extrême pauvreté" du gouvernement fédéral. Depuis 2015, le démantèlement et la déqualification de ces politiques s'observent comme le démontre Sandro Pereira Silva (2018) à travers la réduction vertigineuse des ressources allouées à ce domaine. Actuellement, les initiatives étatiques visant à renforcer l'économie solidaire sont regroupées au sein du Ministère de la Citoyenneté du gouvernement fédéral, en tant que Sous-Département pour l'Inclusion Sociale et Productive Urbaine. Il est à noter que la dernière cartographie réalisée pour la construction du Système Nationale d'Information de l'Économie Solidaire (SIES), entre 2005-2007, montre que la moitié des initiatives opéraient en milieu rural (SENAES, 2012). Il n'a pas été possible de recueillir des informations sur son budget, ce qui laisse penser que ce sous-département n'agit que sur l'exécution d'un budget préalablement engagé.

Le démantèlement des politiques publiques d'économie solidaire apporte un défi aux groupes et aux travailleurs et travailleuses liés au mouvement de l'économie solidaire, confrontés à des défis tels que : le manque de ressources pour soutenir les activités de production ; la perte de sites de production ; la fermeture d'incubateurs municipaux et universitaires ; la perte de

canaux et de sites de commercialisation ; et la démobilisation d'espaces importants d'articulation tels que les Conseils et les Forums d'Économie Solidaire.

Le démantèlement des politiques d'économie solidaire coïncide avec le coup d'État parlementaire et médiatique qui a destitué la présidente Dilma Rousseff (2016) et l'intensification du discours ultra-libéral et conservateur du gouvernement de Jair Bolsonaro. Cette période a vu le démantèlement et la déqualification d'une diversité d'autres programmes et politiques sociales qui affectent directement la vie des travailleuses de l'économie solidaire, comme les politiques en faveur des femmes, les politiques d'égalité raciale, les programmes de transfert de revenus, ainsi que les réformes de la législation du travail et de la sécurité sociale qui contribuent à l'augmentation croissante de la masse des chômeurs et des travailleurs autonomes sans accès aux droits.

Le rôle d'une association

Depuis 2017, le nombre de femmes intéressées à participer à l'AMESOL a augmenté de façon considérable. Cela peut refléter la place des mouvements sociaux et des organisations communautaires collectives dans le contexte de la fermeture et de la requalification des politiques publiques sociales. Elle peut également être le reflet de la crise économique et de la croissance du chômage et des relations de travail précaires dans le pays, un scénario qui touche particulièrement les femmes.

AMESOL, dans ce scénario, devient le principal point de soutien et d'articulation pour ses membres, les travailleuses de l'économie solidaire. Grâce à l'association, elles sont en mesure de construire collectivement des projets basés sur des pratiques d'autogestion, d'accéder à la formation permanente, à des espaces et des opportunités pour commercialiser leurs produits solidaires et de construire des espaces collectifs de réflexion et de mobilisation du débat politique sur l'économie solidaire féministe. En ce sens, la commercialisation de produits artisanaux comme moyen de générer des revenus pour les femmes qui sont exclues du marché du travail formel peut être la porte d'entrée vers des espaces qui jouent le rôle de politisation des questions de classe, de race et de genre, telles qu'elles sont perçues dans les activités de l'association.

Lors des entretiens, certaines femmes ont indiqué que les moments de pénurie de fonds pour les activités d'association ont renforcé les liens d'unité et de solidarité entre elles.

« C'est à AMESOL que j'ai appris à connaître l'économie solidaire. (...) C'est la collectivité qui m'a interpellé. Surtout depuis que nous avons cessé d'avoir les choses de la FAI, les tentes, toutes les tables [une référence à un projet lié au gouvernement fédéral qui disposait de ressources pour assurer l'infrastructure pour les marchés d'artisanat]. Combien nous nous sommes réunis et organisés pour faire les foires même sans cela. Vous savez ? Une femme n'avait pas de table ? N'avons-nous pas une table pour chaque productrice ? Mettons moins de choses sur la table, pour que nous puissions tous y tenir. Cette organisation, elle m'a vraiment touché d'une certaine manière, et j'ai dit "c'est ce que je crois". Une femme n'a pas la condition pour se rendre sur place, et AMESOL s'arrange pour assurer qu'elle arrive sur place pour exposer. Fournir de la nourriture. Wow, il y a beaucoup de choses impliquées dans ce travail collectif que vous regardez et dites "c'est très solidaire. Ce n'est pas chacun pour soi ». (artisan, membre d'AMESOL, en entretien, 2021)

Une autre question pertinente est celle des "actions de solidarité" mises en place tout au long de la pandémie de COVID-19, telles que les campagnes de collecte et de distribution d'argent et de nourriture. Pendant la pandémie, les femmes d'AMESOL ont également mis en pratique un vieux plan d'organisation collective de la production, en créant de nouveaux groupes de travail qui ont commencé par la production de masques en tissu, puis se sont étendus à d'autres domaines de l'alimentation et de l'artisanat.

Sans romantiser la crise et les pénuries, sans rendre compte à l'État des conditions minimales de protection sociale, le cas d'AMESOL montre l'ambivalence des transformations de l'État au sein d'un mouvement social : les femmes perdent le soutien, les possibilités de commercialisation, l'accès à la formation, et se retrouvent dans une situation plus fragile et vulnérable ; en même temps, elles approfondissent les liens de solidarité et d'entraide, ce qui a pour effet de structurer et de renforcer les actions collectives fondées sur des relations et des alliances positives et égalitaires.

La pandémie de Covid-19 : défis et potentiel de l'organisation collective des femmes

Avec la pandémie de COVID-19 au Brésil depuis mars 2020, la question de la génération de revenus et la dynamique du fonctionnement d'AMESOL ont changé, tout comme la responsabilité des soins de santé et de l'éducation des familles en situation d'isolement domestique, une responsabilité notamment exercée par les femmes. Une enquête menée en mars 2020 montre que 50 % des Brésiliennes ont pris soin de quelqu'un pendant la pandémie (SOF et Genero e Numero).

Les activités productives des femmes ont été compromises par une série de facteurs : la difficulté d'obtenir des matières premières (pénurie de produits et prix élevés) ; la difficulté de donner une continuité aux organisations dont la production était collective ; la difficulté de vendre les produits (manque d'acheteurs, fermeture des foires en personne, impossibilité de se déplacer dans la ville) ; et la responsabilité de s'occuper des enfants qui ont cessé d'aller à l'école ou des parents qui sont tombés malades. Toutes les femmes ont signalé une diminution des ventes et une forte baisse des revenus générés par le travail dans l'économie solidaire.

Les activités de commercialisation, la formation politique et l'organisation opérationnelle de l'AMESOL ont migré vers l'environnement virtuel. Cela a mis en évidence l'inégalité des femmes en matière d'accès aux équipements et à l'Internet, inégalité qui se reflète également dans l'accès aux aides d'urgence fournies par le gouvernement brésilien, organisées principalement par les plateformes virtuelles.

Malgré ces difficultés, la force et la densité des relations de solidarité horizontale entre eux étaient également évidentes. Les femmes se sont organisées pour assurer le base matériel minimum aux membres (par le donations de nourriture et d'une campagne de collecte d'argent en ligne), formant également de nouveaux arrangements productifs collectifs principalement pour la fabrication de masques en tissu. Tout cela a été rendu possible grâce au soutien de l'ONG SOF et le partenariat avec le mouvement féministe, la Marche Mondiale des Femmes.

« Depuis un an et demi que tout le monde est inactif, si AMESOL n'existait pas, beaucoup d'entre nous, dont moi, n'auraient rien à manger. Dans mon secteur, dans ce que je fais [artisanat en paille de maïs], je n'ai eu que trois commandes en un an et demi. C'est quelque chose que j'avais l'habitude de faire lors des événements et j'ai dû travailler dur pour y arriver. Malheureusement, les produits artisanaux, principalement les artisanats traditionnels, ont été les plus touchés. Nous n'avons eu aucun événement nulle part, tout était fermé. Mais l'AMESOL a été fondamental dans cette pandémie, tant l'AMESOL que le SOF. C'était fondamental pour nous tous. Il est arrivé un moment où il fallait mettre la main sur la tête... 'Je n'ai pas de riz, de haricots ou de farine, que vais-je faire ?' Je n'avait pas les médicaments que je prends tous les jours et dont je ne peux pas me passer. Le SOF est venu avec l'AMESOL : 'Tu as besoin d'argent ? Le voici.' Peu ou beaucoup, pour moi c'était fondamental. Cette union était fondamentale pour la survie, pour que nous puissions nous en sortir avec le sourire. (...) En tant que femme noire et périphérique, nous devons courir après. Vraiment on se batte. Tu dois tuer un lion par jour. Si vous voulez survivre, vous devez tuer au moins un lion par jour. Dans la pandémie actuelle, nous essayons de survivre. Ce n'est même pas vivre, c'est vraiment survivre. Dans la pandémie, pour moi, AMESOL a été le point X » (artisan, membre d'AMESOL, en entretien, 2021)

La mobilisation par AMESOL d'actions de solidarité, de soutien mutuel et de distribution de ressources a été citée par de nombreux membres comme un soutien plus efficace et plus stable que les actions gouvernementales. Non seulement elle garantissait une quantité, même minime, de ressources monétaires et alimentaires, mais elle donnait aussi aux femmes un sentiment d'accueil, d'appartenance, de reconnaissance :

« Merci beaucoup ! / De m'avoir considéré / Très heureux je remercie l'AMESOL / Pour le fait de me sentir / Embrassé à nouveau / Reconnu comme faisant partie de vous / Merci beaucoup ! » (poème de remerciement d'une membre de l'AMESOL, bénéficiaire de panier alimentaire, posté dans le groupe Whatsapp de l'association, 2020).

Considérations finales

Les femmes d'AMESOL ont en commun d'agir, depuis les territoires de la périphérie de la Région Métropolitaine de São Paulo, pour la reconnaissance de la valeur non seulement économique, mais aussi sociale, culturelle et environnementale de leur travail. Elles visent à obtenir autonomie financière grâce à la vente de leurs produits. Elles cherchent également à développer leur autonomie personnelle en ayant la possibilité de prendre des décisions concernant leur initiatives économiques et leur vie de femme, qu'elles soient mariées ou célibataires, hétérosexuelles ou homosexuelles, en charge d'autres membres de la famille ou non.

Sur la base de cette expérience, nous soutenons qu'il est nécessaire de repenser la situation actuelle et même l'évolution de l'économie solidaire au Brésil. Face à l'homogénéisation néolibérale de l'économie, aux pratiques de subjectivation individuelle, de compétition entre individus/travailleurs, des pratiques autoritaires, déstructurant les droits sociaux, politiques et économiques durement acquis au Brésil par la société civile organisée, il est possible d'affirmer que l'économie solidaire et l'articulation solidaire des processus économiques deviennent de plus en plus une stratégie possible de résistance - démocratique et féministe.

L'expérience d'AMESOL montre que l'engagement politique et militant de ces femmes et leurs pratiques économiques ne peuvent être compris que s'ils sont envisagés sous l'angle du travail dans sa globalité : commercialisation/génération de revenus, travail domestique et soins. L'importance des espaces de politisation féminine et féministe est soulignée, permettant la participation et la contestation des femmes pour l'espace public et privé, basée

sur la renégociation des relations de (re)production et de genre. Ces espaces, contre-publics subalternes (FRASER), ont cependant leurs limites, surtout dans leur relation avec l'État et dans les réponses matérielles - des questions qui deviennent tout à fait évidentes dans la période de la pandémie et de l'isolement social.

Référence bibliographique

CORAGGIO, JL (2009). “Economia do Trabalho”. In: CATTANI, (et al). Dicionário Internacional da Outra Economia. Coimbra: Edições Almedina

FRANÇA FILHO, Genauto Carvalho de. (2002) Terceiro Setor, Economia Social, Economia Solidária e Economia Popular: traçando fronteiras conceituais. Bahia Análise & Dados, Salvador - Bahia, v. 12, n.01, p. 09-19.

FRASER, Nancy. (1990) Rethinking the Public Sphere: a contribution to the critique of actually existing democracy. Social Text (25/26), 56-80.

HILLENKAMP, Isabelle (2012). Economía solidaria y transformación social: pluralidad y tensiones - Lecciones de Bolivia. in: Solidaridad económica y potencialidades de transformación en América Latina : una perspectiva descolonial / Boris Marañon Pimentel ... [et.al.] ; coordinado por Boris Marañon Pimentel. - 1a ed. - Ciudad Autónoma de Buenos Aires : CLACSO, 2012.

HILLEMKAMP, I (2019 no prelo). Reproducción social y solidaridad: un nuevo debate es necesario. Revista Umbrales da Universidad Mayor de San Andrés en La Paz, Bolivia.

HIRATA, Helena; KERGOAT, Danièle (2007). Novas configurações da divisão sexual do trabalho. Cad. Pesqui., São Paulo , v. 37, n. 132, p. 595-609.

LAVILLE, Jean-Louis. (2009) “Economia Plural”. In: CATTANI, (et al). Dicionário Internacional da Outra Economia. Coimbra: Edições Almedina.

MIES, M. (1998). Investigación sobre mujeres o investigación feminista? El debate en torno a la ciencia y la metodología feminista. In: BARTRA, Eli (comp.). Debates en torno a una metodología feminista. Universidad Autónoma Metropolitana- Xochimilco, México.

POLANYI, Karl (1944). A Grande Transformação: As Origens de Nosso Época, com prefácio de Joseph Stieglitz, Lisboa, Leya, 2013.

SCHWENCK, B (2019).. Solidariedade e a vida das mulheres na Grande São Paulo: A experiência da Associação de Mulheres na Economia Solidária do estado de São Paulo, Brasil. *Otra Economía Revista Latinoamericana de Economía Social y Solidaria*, v. 12, p. 120-132.

SENAES - Secretaria Nacional de Economia Solidária. (2012) Avanços e desafios para as políticas públicas de economia solidária no governo federal 2003-2010. Brasília.

SINGER, Paul (2006), "Économie solidaire (1)". In Lavielle, Jean-Louis; Cattani, Antonio David (org.) *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Galimard, p. 290-302.

SOUSA SANTOS, B (2002). Para uma sociologia das ausências e uma sociologia das emergências, *Revista Crítica de Ciências Sociais*. Coimbra, Portugal.